

De l'éthique en diététique

Quelle est l'influence du lobby agroalimentaire sur le système de santé français ? La formation des diététiciens les prépare-t-elle à y faire face ? Président de l'Association de diététique et nutrition critiques, Paul Scheffer a suivi un BTS Diététique presque intégralement pour répondre à ces questions.

L'affaire du Mediator continue d'ébranler le système de santé français. Celui-ci était présenté comme « *un modèle pour le monde* », comme le rappelle le rapport des professeurs Debré et Even commandé par les autorités. (1) Ce rapport conclut, lui, sur « *la faillite totale* » de l'Afssaps, aujourd'hui ANSM (Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé), en détaillant les différentes stratégies d'influence de l'industrie du médicament pour arriver à maximiser ses ventes : son emprise de plus en plus forte sur la recherche fondamentale en amont et sur les journaux médicaux de référence médiatisant ces recherches, sur les décisions politiques ensuite par le biais du lobbying auprès des politiques ou des conflits d'intérêts liant les leaders d'opinion et les experts siégeant dans les comités décisionnels majeurs... L'étendue de ces problèmes, depuis longtemps analysés par différents chercheurs critiques sans que ces derniers soient entendus ou pris au sérieux, est aujourd'hui officielle pour ce qui concerne la médecine, mais qu'en est-il de l'alimentation ?

Petit tour du « propriétaire »...

On retrouve malheureusement à peu près les mêmes éléments dans ce domaine, alors



Si les Etats se désengagent de plus en plus du financement de la recherche publique pour encourager les partenariats public-privé, quelle est la réelle valeur des études menées en recherche fondamentale ?

© Lefort Maxime/Photo12

que le coût des cancers, des maladies cardiovasculaires et de l'obésité, souvent au moins en partie liés à la manière de s'alimenter, atteint 15 milliards d'euros par an en France, sans compter la souffrance des malades et de leur famille. (2) L'ouvrage de l'universitaire Marion Nestlé, *Food Politics*, qui analyse de manière détaillée l'influence de l'industrie agroalimentaire sur le système de santé américain, est certainement le meilleur guide en la matière, d'ailleurs salué entre autres par le *New England Journal of Medicine* ou le *Lancet*, qui comptent parmi les journaux médicaux les plus réputés au monde. Elle y mentionne notamment les limites des programmes publics d'éducation nutritionnelle, influencés par des considéra-

tions économiques et disposant de peu de moyens financiers face aux dépenses marketing bien supérieures des firmes de l'agroalimentaire dont les produits correspondent, comme par hasard, *in fine*, aux « choix » des consommateurs.

Une des stratégies préférées des industriels est la création de confusion dans la communauté scientifique sur des sujets où ils sont en difficulté, dans la lignée des industriels du tabac qui ont été les pionniers en la matière. L'épidémiologue David Michaels en a fait une étude particulièrement approfondie dans son ouvrage *Doubt is their product*. La controverse autour du sel peut en être un bon exemple. Pour le lanceur d'alerte Pierre Meneton, chercheur à l'Inserm, le consensus de la nocivité de l'excès de sel est établi et confirmé par la communauté scientifique internationale depuis une quarantaine d'années (3) mais le lobby du sel est arrivé malgré tout à créer et entretenir un semblant de controverse pour empêcher, ou du moins retarder, des réglementations qui lui seraient défavorables. Pierre Meneton a d'ailleurs essuyé les foudres de l'industrie du sel qui a fait pression sur sa hiérarchie et a intenté au chercheur un « procès-bâillon », après qu'il a affirmé publiquement que l'industrie du sel

Les industriels ont la vie belle

En recherche fondamentale, l'influence de la source de financement sur les résultats des études est du même ordre qu'en médecine : leur conclusion est quatre fois plus susceptible d'être en faveur des sponsors privés comparé à celle d'études similaires indépendantes. * Ce qui n'arrange rien quand la plupart des Etats se désengagent de plus en plus du financement de la recherche publique pour encourager les partenariats public-privé.

* Lesser Li et al., *Relationship between Funding Source and Conclusion among Nutrition-Related Scientific Articles*. PLoS Med, 2007.

désinformait les professionnels de santé et le public. Manque de chance pour les industriels, pour une fois, Pierre Meneton a gagné son procès en 2007. Mais, comme le dit le chercheur lui-même au rendu de son verdict, il est quand même bien déplorable que cela soit un individu seul qui doive monter au créneau alors qu'il existe un ministère et de multiples agences payées par nos impôts dont ce serait normalement le boulot.

La plupart des industriels de l'agroalimentaire exercent un lobbying féroce sur les élus, qui n'y voient bien souvent malheureusement rien à redire, et ce à tous les échelons, local, national, au Sénat ou à l'Assemblée nationale, où les alcooliers ou l'industrie du sucre savent se faire entendre des personnes qui comptent... (4) C'est le cas aussi à l'international, à Bruxelles ou à l'OMS. Petit exemple : en mai 2002, l'OMS publiait un rapport qui recommandait de limiter à 10 % la quantité de calories tirées quotidiennement du sucre ajouté dans les aliments transformés et les boissons, afin d'enrayer l'épidémie d'obésité. La Sugar Association, l'organisation mondiale du sucre, a tout fait pour empêcher la publication dudit rapport, en allant jusqu'à menacer le directeur général de l'OMS de faire pression sur le Congrès américain pour que ce dernier supprime sa subvention annuelle de 406 millions de dollars. Le 5 janvier 2003, le directeur général de l'OMS recevait une lettre, émanant cette fois du conseiller du secrétaire d'Etat américain à la Santé, qui mettait en question la qualité scientifique du rapport...

(Dé)formation des professionnels de santé

Et les diététiciens, s'indignent-ils de la situation ? Pas vraiment, malheureusement, pour l'instant en tout cas... Il faut dire qu'au niveau de leur formation, pas grand-chose ne les y encourage dans la majorité des cas. La pression des examens et la quantité des connaissances à



Les diététiciens, tous comme les autres praticiens de santé, ont appris à se baser sur les recommandations des organismes publics, point barre.

apprendre excluent de fait pratiquement toute possibilité d'interrogation critique dans la tête de la plupart des étudiants, qui apprennent à se baser sur les recommandations des organismes publics, point barre. Pour ainsi dire, aucun cours, durant les deux années d'étude, et même quasiment aucune journée d'étude ensuite, n'abordera avec eux la question des biais dans la recherche scientifique, du poids du lobby agroalimentaire, des problèmes de conflits d'intérêts... Ce qui fait qu'ils n'en connaissent bien souvent même pas la définition, même après plusieurs années d'exercice pour certains.

Par contre, ils auront sans doute l'occasion d'entendre des intervenants extérieurs, comme ceux de *Matin Céréales*, venant présenter au sein des établissements de formation l'intérêt des céréales du petit déjeuner (logique, vu qu'il s'agit en fait d'un organisme issu de Nestlé, Kellogg's et compagnie) sous un vernis « d'études scientifiques » pour la plupart financées par les industriels et farcies de biais... La majorité des étudiants n'y voit que du feu, d'autant plus facilement que c'est une diététicienne qui vient présenter le diaporama, et sans se douter que ce qu'on leur montre a été mis au point entre autres par des diplômés en communication en amont et qu'il s'agit tout bonnement d'une



© Andres Rodriguez/Fotolia.
Pour les encadrants des formations, ne prendre aucun risque qui puisse menacer la réussite aux examens où on attend plutôt les « bonnes réponses aux bonnes questions ».

banale opération marketing de plus, comme une des diététiciennes en charge de la présentation a bien voulu le reconnaître. Lors du BTS de diététique, la proposition de faire venir l'auteur et éditeur Thierry Souccar au lycée pour lancer avec lui un débat contradictoire sur les produits laitiers avec les élèves a été refusée car ces derniers étaient jugés « trop jeunes », la priorité des encadrants de la formation étant de ne prendre aucun risque qui puisse menacer la réussite aux examens où on attend, il est vrai, plutôt les « bonnes réponses aux bonnes questions ».

Il ne faudrait pas croire cependant qu'il suffit de rallonger les études, bien trop courtes, des diététiciens pour que cela s'arrange d'un coup de baguette magique, même si la formation doit normalement passer de deux à trois ans dans les années à venir. Les médecins suivent un cursus quatre fois plus long que celui des diététiciens ; il n'empêche qu'un des rapports

de l'Inspection générale des affaires sociales (Igas), qui a fait parler d'elle au cours de l'affaire Mediator pour ses analyses sans concession, a montré que les médecins généralistes sont pour la plupart dans l'incapacité de faire la part des choses entre une information fiable et scientifique et la promotion publicitaire. (5) Il s'agirait de vraiment repenser le contenu du cursus en intégrant un réel module de sciences humaines comprenant au moins les outils rudimentaires que la sociologie

exercée dans le domaine est largement en mesure d'apporter dès à présent. Il est heureux que certains membres des commissions ayant travaillé sur le référentiel de compétences préparant la future formation des diététiciens en aient fait la demande explicite. (6) Espérons que la formation à venir, qui pourrait être davantage centrée sur le métier que sur le diplôme, pour reprendre une formule du rapport officiel consacré à la question en 2009, en tiendra réellement compte ■ (7)

L'Association de diététique et nutrition critiques

Cette association a pour but de fédérer les professionnels de l'alimentation et le public pour promouvoir la diffusion d'une information indépendante de l'industrie agroalimentaire en matière de nutrition et de santé.

L'ADNC a notamment réalisé trois colloques : « Nutrition, intérêts économiques et pouvoir politique : quelle éducation critique ? », « Formation, esprit critique et place du politique », dont les interventions sont téléchargeables sur son site Internet, et « Regards croisés sur notre assiette », en partenariat avec les mutuelles Macif et MNFCT.

ADNC
175, rue Saint-Merry
77300 Fontainebleau
Site : www.adnc.asso.fr

A lire également...

- « L'alimentation : entre intime et intoxic », *Pratiques – Les cahiers de la médecine utopique* n° 56 (janvier 2012), codirigé par l'ADNC (www.pratiques.fr).
- Hirsch Martin, *Pour en finir avec les conflits d'intérêts*, Stock, 2010.
- Aschiéri André, *Mon combat contre les empoisonneurs : comment les industriels s'organisent pour continuer à vendre leurs produits toxiques et comment les citoyens se mobilisent pour leur répondre*, La Découverte, 2010.
- Souccar Thierry, *Lait, mensonges et propagande*, Thierry Souccar Editions, 2008.

► **Paul Scheffer.**
Président de l'ADNC (Association de diététique et nutrition critiques), il est doctorant contractuel enseignant (Paris 8/CNAM) et travaille actuellement à un doctorat en Sciences de l'Éducation et Sociologie sur « la place de l'esprit critique dans la formation des médecins ».

1. Even P., Debré B., *Les leçons du Mediator – L'intégralité du rapport sur les médicaments*, La Recherche midi, 2011.
2. Fassin D., Hauray B. (sous dir.), *Santé publique, l'état des savoirs*, La Découverte, p. 185, 2010.
3. Meneton P., *Le sel : un tueur caché*, Favre, 2009.
4. Nouzille V., Constanty H., *Députés sous influence*, Fayard, 2006.
5. Bras P.-L. et al., *L'information des médecins généralistes sur le médicament*, septembre 2007.
6. Le tract du syndicat CFDT « Diététicien Réingénierie Diplôme » revendique le « renforcement des capacités d'analyse des professionnels avec connaissance des différents modes de lobbying. Ces éléments seront apportés en formation. »
7. Ambroise Martin, *La formation à la nutrition des professionnels*, Rapport au ministre de la Santé, avril 2009, p. 19.